

L'ÉDITO

Martine Dubuisson
**LES RISQUES
ET LES OPPORTUNITÉS
DU PARI DE LUTGEN**

Il y a deux lectures possibles du « coup » du CDH. Une lecture positive : les humanistes veulent mettre un terme à une gouvernance déviante, lancer le renouveau, réinventer des pratiques éthiques, renouer avec le citoyen, voire lancer un nouveau concept politique, genre « En marche ! ». Et leur *tabula rasa* a donc quelque chose de sain, de salutaire, capable de redonner de l'espoir. Pour autant qu'après des années de pouvoir, ils repartent d'une feuille blanche et évitent les erreurs du passé. Une lecture négative : le CDH fait un calcul partisan, un coup politique, veut sauver sa peau mise à prix par les sondages, se déscotcher d'un PS désormais associé aux scandales ou rémunérations indécentes, après avoir longtemps gouverné avec lui sans (trop) dénoncer les dérives, voire y avoir parfois participé.

Une chose est sûre : après la révélation des dernières affaires, après la découverte d'un véritable système mis en place pour permettre à certains de bénéficier de juteux salaires ou d'étendre leur pouvoir, un électrochoc était nécessaire. Une « rupture », comme dit le président Benoît Lutgen. Une obligation de « faire de la politique autrement ». Sous peine que le système impose.

Le momentum est là. Un premier domino est tombé. La suite reste à écrire

Alors, que l'on se réjouisse ou non que le PS soit (sans doute) renvoyé dans l'opposition régionale après des décennies de pouvoir (l'alternance est toujours saine) ; que l'on applaudisse ou non à la stratégie radicale du CDH, le momentum est là. Un premier domino est tombé. La suite reste à écrire. Entre pschitt et effet papillon...

Car, les choses étant ce qu'elles sont, et si un retour aux urnes eut été préférable à de petits arrangements entre partis, il y a aussi deux manières de réagir. Une positive : les autres partis évitent les réactions purement politiciennes, les règlements de compte, les seuls partages de postes, et tentent de recons-

truire, à plusieurs, un projet et une ambition permettant de réenchanter la politique et de rendre confiance aux citoyens. En se fixant des priorités et des objectifs clairs dans les entités fédérées.

Une négative : chaque parti ne voit que son intérêt personnel immédiat, pose ses ukases, continue la politique à l'ancienne, et c'est le blocage. Pendant des semaines. Des mois ? En avril 2010, quand Alexander

De Croo a tiré la prise du gouvernement Leterme, il a fallu 541 jours pour rebâtir une coalition fédérale. Il serait impensable de vivre un tel scénario en « francophonie ». Ou que les exécutifs végètent pendant un an et demi avant les prochains scrutins. La Wallonie et Bruxelles ne peuvent se le permettre. Sachant, en outre, qu'un changement de majorité, synonyme de modification du projet gouvernemental, entraîne d'inévitables retards dans les réformes. Or, les urgences économiques, sociales, environnementales, de gouvernance sont là. Benoît Lutgen a pris un énorme risque. Pour lui, pour son parti, pour nos Régions et Communauté. Reste à espérer que nos politiques seront à la hauteur des défis qu'il a provoqués.